

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République et de M. Vladimir Poutine, Président de Russie, sur la coopération entre la France, l'Europe et la Russie, notamment sur les plans aéronautique et spatial, la lutte contre le terrorisme, l'invitation de M. Poutine aux cérémonies du 60ème anniversaire du débarquement en Normandie et le développement d'armements nucléaires par la Russie, Moscou le 3 avril 2004.

LE PRÉSIDENT POUTINE - Bonjour Mesdames et Messieurs. Avant tout, je voudrais remercier le Président de la République française de cette visite. Les entretiens sont très productifs, très intenses. Leur esprit et leur contenu reflètent la nature même des relations franco-russes. Il s'agit de relations qui ont toujours été et resteront des relations privilégiées, amicales et de confiance. Nous avons abordé en détail le développement des relations bilatérales et échangé nos opinions sur les problèmes internationaux. Un des sujets centraux est d'assurer la stabilité en Europe et dans le monde. Nous avons parlé des mesures qui permettent, à l'étape actuelle, de renforcer le système de sécurité internationale et de nous opposer plus activement aux menaces globales, et avant tout au terrorisme. Les actes terroristes récents à Moscou, en Espagne, en Ouzbékistan ont montré que pour atteindre leurs objectifs, les criminels se permettent des atrocités de plus en plus perverses et force est de constater qu'ils prennent à l'imprévu le monde civilisé, qui n'a pas réussi, malgré les menaces évidentes, à mettre en place un système d'actions solidaires. C'est pour cela qu'il faut déployer des efforts communs et efficaces afin de neutraliser les réseaux terroristes et les priver de soutien financier.

Nous avons accordé une importance particulière au développement de la coopération entre la Russie et l'Union européenne ainsi qu'à la création des espaces européens communs dans les domaines de l'économie et du commerce, de la liberté, de la sécurité intérieure et extérieure et de la justice, de la culture et de la science. Pour la Russie moderne, l'Union européenne est un des partenaires clé et je me réjouis de constater que, d'une année sur l'autre, nos relations avec cet acteur majeur d'intégration se développent et se renforcent sous toutes ses formes. Nous avons l'intention d'accorder à l'avenir une attention particulière à ce volet de notre politique. Quelques mots sur l'élargissement de l'Union européenne. Nous avons mis en place un processus de négociation concernant les problèmes concrets qui apparaissent, compte tenu de l'adhésion à l'Union européenne des nouveaux États. Je suis convaincu qu'il faut trouver des solutions acceptables basées sur le compromis, des décisions qui seront fonctionnelles, dans une perspective stratégique, pour leur assurer un grand avenir. Cette position a été actée dans les décisions des Sommets de Saint-Pétersbourg et de Rome entre l'Union européenne et la Russie. Nous avons échangé nos opinions sur d'autres problèmes internationaux et régionaux. Je

voudrais noter que nos approches sur le règlement concernant l'Iraq, le Proche-Orient, le problème afghan, convergent presque totalement.

Nous avons parlé des conflits interethniques au Kosovo. Nos pays ne peuvent pas rester à l'écart des événements dramatiques qui ont eu lieu dans cette région. Comme vous le savez, la Russie a déjà fourni aux victimes des violences une assistance humanitaire. Nous croyons que la communauté internationale devrait prendre d'urgence des mesures pour normaliser la situation dans cette région.

Lors de notre rencontre, nous avons abordé les perspectives de la coopération bilatérale et économique. Il faut renforcer toutes ses composantes, les liens commerciaux, la coopération dans les domaines de l'investissement et de l'innovation, ainsi que de la coopération militaire et technique. Je tiens à noter le grand potentiel d'approfondissement de la coopération dans le domaine des hautes technologies.

Nous avons jeté des bases solides dans les secteurs de l'aviation et de l'aéronautique. Il s'agit de la coopération dans le domaine spatial, notamment le lancement des fusées porteuses Soyouz à partir du centre spatial de Guyane. J'espère que notre invité, le Président CHIRAC, a visité avec beaucoup d'intérêt le centre de commandement des moyens spatiaux qui montre le potentiel technologique et humain de la Russie pour sa participation à une large coopération internationale en ce qui concerne la conquête de l'espace. Le fait même d'avoir visité ce site unique est le signe d'une ouverture nouvelle dans nos relations. Je tiens à noter que, si deux dirigeants français ont visité les sites de l'infrastructure spatiale russe - le Général de GAULLE, en 1966, et le Président MITTERRAND en 1988 ont visité le cosmodrome de Baïkonour, aucun ressortissant étranger n'avait jamais été accueilli sur le site de Krasnoznamensk.

Dans les relations entre la Russie et la France, deux pays avec de fortes traditions culturelles, la coopération au niveau des hommes joue un rôle primordial. Conscients de ce fait, nous avons parlé de mesures pour de nouvelles perspectives. Il s'agit de l'enseignement de la langue russe en France et de la langue française en Russie, ainsi que des échanges entre jeunes. En guise de conclusion, je voudrais saluer très sincèrement le Président CHIRAC et tous nos invités français. Je suis convaincu qu'aujourd'hui nous avons fait un pas important dans le développement de nos relations. Je vous remercie de votre attention.

LE PRÉSIDENT - Tout d'abord, je voudrais souligner le plaisir qui est le mien de me retrouver en Russie et je voudrais également renouveler au Président POUTINE mes très sincères félicitations pour sa réélection brillante à la tête de la Russie.

La relation entre la France et la Russie est très ancienne. Elle a toujours eu une forte densité culturelle. La Russie est une très vieille nation, c'est une très grande culture et je lui ai toujours porté beaucoup de respect, d'estime et d'admiration dans toute son histoire. Aujourd'hui, il est évident qu'il y a un lien spontané et naturel entre nos deux pays, surtout naturellement depuis que la Russie s'est engagée fermement, avec beaucoup de mérite et beaucoup de succès sur la voie de la démocratie et de la réforme pour s'adapter au monde moderne et retrouver la place qui doit être la sienne dans l'équilibre mondial de demain et qui ne peut être qu'une place particulièrement éminente.

La France considère que la relation entre l'Union européenne et la Russie est un élément essentiel pour la Russie, essentiel pour l'Europe, mais aussi, et c'est encore plus important, essentiel pour l'équilibre et la stabilité du monde de demain. C'est dans cet esprit que nous souhaitons en permanence favoriser le renforcement du lien entre l'Union européenne et la Russie, favoriser la libre-circulation des hommes, des idées, des biens. C'est d'ailleurs le sens des quatre espaces communs que nous avons définis récemment à Saint-Pétersbourg et au sujet desquels l'Allemagne et la France ont fait ensemble des propositions qui, je l'espère, seront adoptées à l'occasion du prochain sommet Union européenne-Russie dans un mois, ici, à Moscou.

Je voudrais également remercier chaleureusement le Président de m'avoir invité dans ce centre d'essais et de contrôle spatial militaire, qui est un point très fort de la technologie avancée dans le domaine spatial, un domaine auquel la France est très attachée. Et ce geste, à la fois d'estime

et d'amitié, je le ressens comme un geste de confiance. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ce qui a été dit tout à l'heure, sans toutefois avoir les connaissances techniques qui m'auraient permis d'en profiter complètement. Je voudrais dire au responsable de ce centre d'essais et de contrôle et à tous les collaborateurs civils et militaires toute mon estime et toute ma reconnaissance pour leur accueil.

Au-delà des problèmes entre l'Union européenne et la Russie, nous avons évoqué un certain nombre de sujets touchant à la situation internationale. Je serai là plus bref parce que nos approches et nos vues dans ces domaines, notamment notre coopération constante à l'ONU, font que nous avons en réalité un jugement commun. C'est vrai sur l'Iraq et la difficulté qu'il y a à sortir de la situation actuelle. La France comme la Russie soutiennent l'idée d'un transfert de la totalité des responsabilités à un gouvernement légitime iraquien, de façon à pouvoir ensuite, au terme d'une conférence internationale probablement nécessaire, manifester le soutien de la communauté internationale aux nouvelles institutions iraquiennes, et de façon à faciliter la réintégration de ce pays dans son environnement régional.

S'agissant du Moyen-Orient, nous avons également une approche et des conclusions communes, pour ce qui concerne en particulier les dangers qui se développent. En réalité, notre inquiétude est croissante dans ce domaine. Les derniers événements remettent sérieusement en cause les espoirs de reprise d'un processus de règlement. Il est vrai qu'on sent venir ici ou là un certain nombre de propositions émanant notamment des milieux israéliens qui pourraient, le cas échéant, permettre, avec un soutien actif de la communauté internationale, de retrouver les voies du dialogue, de la concertation et donc de la paix.

Nous avons enfin évoqué la situation au Kosovo. Nous avons ensemble condamné de la façon la plus claire les violences inadmissibles qui sont intervenues au Kosovo récemment et nous avons rappelé notre détermination à assumer dans ce domaine nos responsabilités.

Je ne reviendrai pas sur les relations bilatérales. Le Président les évoquées, elles sont tout à fait positives. Elles se développent de façon satisfaisante, notamment dans un certain nombre de secteurs de pointe comme les secteurs aéronautique et spatial qui sont les fleurons de la coopération industrielle entre nos deux pays. Un certain nombre de décisions récentes vont confirmer cette coopération : l'installation de SOYOUZ à Kourou en Guyane, l'entrée d'AEROFLOT dans l'Alliance SKYTEAM, l'avion d'entraînement MIG AT ou la participation de la SNECMA au développement de l'avion régional RRJ, tous sont autant de projets porteurs d'avenir et qui doivent favoriser l'intégration de nos entreprises dans un ensemble européen compétitif.

Enfin l'entrée, je l'espère prochaine, et tout comme nos amis allemands, nous militons dans ce sens, de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce, facilitera encore le développement de ces relations dans une belle harmonie économique européenne et mondiale. Voilà, je n'ai rien d'autre à ajouter mais je suis tout prêt à répondre à telle ou telle question, si le Président POUTINE le souhaite.

QUESTION - Monsieur CHIRAC, lors de sa dernière visite à Moscou, M. de VILLEPIN, alors ministre des Affaires étrangères, a dit que la Russie se trouve depuis trop longtemps en guerre ouverte en Tchétchénie. Est-ce que vous avez parlé de cette guerre et est-ce que sur ce sujet aussi vos positions convergent ?

LE PRÉSIDENT - Nous avons évidemment évoqué la Tchétchénie, ne serait-ce que parce qu'elle s'intègre dans les préoccupations qu'évoquait tout à l'heure le Président POUTINE, à savoir la lutte contre le terrorisme. Naturellement, vous le savez, nous souhaitons, je crois comme la Russie, une sortie politique de la crise que connaît actuellement cette région. Mais il y a également un problème important de terrorisme qui doit être maîtrisé. La France n'a pas changé d'avis sur ce point.

QUESTION - Tout le monde est préoccupé dans notre pays par les derniers actes terroristes en Europe, en France où l'on a réussi, Dieu merci, à le prévenir, et en Espagne où les conséquences ont été très graves. Qu'en pensez-vous ? Pourquoi le terrorisme se propage-t-il si rapidement dans le monde et est-ce que la France comprend maintenant mieux la Russie où le terrorisme a vu le jour avant et où les actes terroristes étaient très durs ?

vu le jour avant et où les actes terroristes étaient très rares :

LE PRÉSIDENT - Je voudrais d'abord dire que rien, je dis bien rien, ne peut justifier le terrorisme qui consiste à s'attaquer de façon sauvage, barbare, à des innocents. Aucune revendication, de nature politique, sociale, religieuse, ethnique ou quelle qu'elle soit, aucune revendication ne peut justifier le terrorisme. A partir de là, il n'y a pas d'autres solutions, face au terrorisme, que de le combattre de la façon la plus énergique et la mieux coordonnée sur le plan national ou international possible. Et la France, vous le savez, n'a pas été épargnée et a connu dans le passé des actes terroristes qui ont été tout à fait dramatiques.

Ceci étant et j'ai souvent eu l'occasion de le dire, nous devons être attentifs, je dirais, aux raisons, non pas du terrorisme, mais aux raisons qui justifient ou qui expliquent le développement d'une sorte de terreau sur lequel le terrorisme se développe. C'est vrai qu'il y a un certain nombre de problèmes dans le monde, qu'il s'agisse des conflits non résolus et qu'on laisse pourrir, qu'il s'agisse de la misère, de la faim, de la pauvreté, qu'il s'agisse de l'humiliation dont bien des peuples s'estiment victimes -et entre nous, à juste titre-, tout cela crée un climat qui peut favoriser le terrorisme, je ne dis pas le justifier et cela en aucun cas. Ce qui veut dire que parallèlement à la lutte contre le terrorisme, il faut également rechercher la solution à apporter aux raisons qui peuvent lui permettre de se développer.

LE PRÉSIDENT POUTINE - Je voudrais ajouter deux mots. Premièrement, je suis tout à fait d'accord avec l'opinion du Président de la République française. Je crois qu'à cet accroissement de la menace terroriste, il y a nombre de raisons. Tout d'abord, l'écart qui augmente entre le niveau de bien-être des pays industriellement développés, une ceinture où habitent un milliard de personnes et celui des pays qui sont toujours sur le chemin du développement. Cet écart existe toujours et cela crée les conditions d'un accroissement des menaces terroristes. Deuxièmement, après l'écroulement du soi-disant camp socialiste, des changements dramatiques ont eu lieu en Europe. Et les conditions ont été créées pour une augmentation du terrorisme, malheureusement. Il y a une troisième circonstance dont il faut tenir compte, c'est le manque d'unité sur l'analyse, l'approche et les méthodes de lutte contre le terrorisme au niveau international, le manque de cadre juridique. Tout ceci, à mon avis, explique l'augmentation et le développement du terrorisme. On en a parlé à plusieurs reprises, mais je tiens à le souligner, le système de deux poids, deux mesures, est absolument inacceptable, il faut le comprendre très clairement, et je tiens à exprimer ma solidarité avec la position du Président CHIRAC, qui a dit que toutes les questions qui font l'objet de différends doivent être résolues par des moyens pacifiques. Des moyens basés sur la terreur sont absolument inacceptables pour résoudre les problèmes et il faut utiliser cela comme base pour développer des solutions à ce problème très important d'aujourd'hui.

QUESTION - Monsieur le Président, aujourd'hui vous êtes en Russie, lundi vous accueillez, à Paris la Reine d'Angleterre, dans les semaines qui viennent vous allez préparer en France les cérémonies du 60ème anniversaire du débarquement. Est-ce que cette forte activité internationale, diplomatique est compatible avec l'engagement que vous avez pris auprès des Français d'être plus présent sur la scène intérieure française, d'être proche des Français à la suite des élections régionales en France ?

LE PRÉSIDENT - Je m'efforcerai de le rendre compatible. Puisque vous avez évoqué le 60ème anniversaire, je voudrais dire, dans cet esprit résolument tourné vers l'avenir qui a notamment conduit à rappeler le rôle central qui a été celui de l'Union soviétique dans la lutte contre le nazisme et qui a changé le cours des choses, à partir de Moscou d'abord, Koursk et puis surtout Stalingrad, qui a renversé la situation et donné toutes ses chances à l'acte suivant qu'a été le débarquement des Américains et des Alliés en Normandie, que j'ai invité le Président POUTINE à assister au 60ème anniversaire de ce débarquement allié en Europe, en France, en Normandie. C'était tout à fait légitime. Je le répète, le tournant de l'histoire, cela a été Stalingrad, Moscou, Koursk. Je me réjouis que le Président POUTINE ait accepté d'être présent pour ce 60ème anniversaire, qui est aussi un anniversaire où nous tournons une page, parce que l'histoire est faite de pages qui se tournent. Nous aurons en effet la présence du Chancelier allemand SCHROEDER qui sera invité avec les autres Chefs d'État concernés par le débarquement en

Normandie, à l'occasion de ce 60ème anniversaire. J'exprime au Président POUTINE toute ma reconnaissance d'avoir bien voulu accepter cette invitation.

LE PRÉSIDENT POUTINE - Je voudrais ajouter, bien que la question ne m'ait pas été posée, qu'à part les questions de politique générale et les questions de caractère international, près de 80 % de notre temps a été consacré à la coopération économique, tant au niveau bilatéral que dans le format Russie-Union européenne. La croissance des échanges de 28 % l'année dernière est très impressionnante. Elle produit la croissance de l'économie et de l'emploi. Il est ainsi très important pour nous de voir comment la question énergétique sera traitée en Europe. Les citoyens seront intéressés de comprendre comment les relations franco-russes vont influencer, par exemple, l'augmentation des prix du pétrole, et de l'essence en Europe. Ce sont des questions qui sont directement liées au développement économique, mais aussi au bien-être social des citoyens russes et français

QUESTION - Je voudrais poser ma question aux deux Présidents. La première question, à Monsieur CHIRAC : aujourd'hui vous avez vu sur les écrans des tirs de fusées. On sait que récemment des informations ont été publiées concernant de nouvelles études, de nouvelles recherches en Russie. Est-ce que vous n'êtes pas effrayé par le fait que la Russie développe ce genre d'armement ?

Ensuite, une question pour le Président POUTINE. La question est plutôt politique, mais je vais essayer de la lier à la situation. Quand GAGARINE a dit lors du lancement : "On y va", où allez-vous, au début de votre deuxième mandat, et quelles sont vos perspectives ?

LE PRÉSIDENT - Il y a deux approches pour ce qui concerne le développement des technologies de défense. La première, c'est une approche agressive destinée à servir des projets agressifs. Et la deuxième, c'est une approche consistant à permettre un équilibre dans le monde qui dissuade ainsi les uns ou les autres de prendre des initiatives qui pourraient être malheureuses. Quand le Général de GAULLE a décidé d'engager la France dans la création d'une arme nucléaire, ce n'était pas pour attaquer quelqu'un, c'était pour participer à ce qu'on appelait à l'époque la dissuasion, qui a très bien marché.

Aujourd'hui, si on n'avait pas, tout autour de la planète, adhéré aux thèses de la dissuasion, rien ne permet de dire qu'il n'y aurait pas eu d'affrontements, y compris des affrontements nucléaires. Par conséquent, je considère que tout dépend de l'esprit. Personne ne peut imaginer un instant que l'esprit de la Russie aujourd'hui consiste à développer des technologies de défense à des fins agressives. La Russie a pris délibérément et avec beaucoup de courage et de succès la voie difficile de la réforme et de la démocratie et elle progresse sur cette voie. Ce n'est naturellement pas pour déclarer la guerre à quelqu'un. C'est donc la deuxième thèse qui prévaut, celle de se donner la capacité de dissuader. Je crois que ce point de vue est tout à fait la philosophie de la France et, je l'espère, de tous les pays qui sont dotés d'un armement de cette nature et d'une défense de cette nature.

LE PRÉSIDENT POUTINE - Avant tout, je voudrais répondre à la question sur la sécurité. Nous développons les systèmes d'armement les plus modernes comme tous les membres du club nucléaire et la Russie ne fait pas l'exception dans ce sens. Mais les développements les plus prometteurs font l'objet de notre coopération et nous avons informé le Président français, lors des discussions à huis clos, de ce genre de développements. On peut dire que la Russie est tout à fait ouverte et transparente sur la sécurité. Nous cherchons à assurer les intérêts nationaux russes, à assurer la sécurité dans notre pays. Mais nous allons le faire ouvertement, autant que possible, compte tenu du niveau de coopération au niveau militaire. Nous allons le faire au niveau bilatéral et dans le cadre de nos contacts avec l'OTAN. Je tiens à vous rassurer sur le fait que tous les efforts que fait la Russie pour assurer sa sécurité ne sont pas de caractère agressif et ne sont dirigés contre personne.

Ainsi, si on prend comme point de départ la phrase dite par GAGARINE : "On y va", nous allons aller plus loin. Mais nous allons avancer selon les règles. Et nous appelons tout le monde à renforcer le système international de sécurité et le cadre juridique international dans le domaine de la sécurité internationale.

En ce qui concerne nos priorités, elles relèvent d'abord du niveau économique qui est pour nous le fondement de la solution des problèmes sociaux de la population russe. C'est notre première priorité.